

SNTRS



**CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : snrscgt@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://snrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 314 du 18 janvier 2013

Communiqué du SNTRS-CGT

Nous en avons assez de nous faire promener par le ministère

La semaine prochaine doit débiter avec le MESR la dernière phase des « pseudo » négociations sur la future loi pour les universités et la recherche. Pseudo négociation, car depuis six mois, le ministère nous reçoit parfois, mais ne nous écoute guère.

A ce jour, aucun texte officiel n'a encore été envoyé aux organisations syndicales. Pourtant depuis peu, circule une fuite datée du 11 janvier, soit trois jours avant la publication du rapport du député Jean Yves Le Déaut. Cette fuite, consultable sur le site du SNTRS-CGT, montre que malheureusement le ministère, loin de choisir le changement, nous enfume avec un projet qui modifie la LRU et le Pacte de la Recherche seulement à la marge sur de nombreux points importants. En plus, ce texte introduit des dispositions dangereuses comme le remplacement de l'habilitation des diplômés par l'accréditation des établissements à délivrer des diplômes ou encore les regroupements régionaux des établissements universitaires.

Rien n'apparaît dans ce texte concernant les investissements d'excellence.

Dans la loi, il n'y a pas le moindre engagement budgétaire : aucun engagement ministériel sur les financements et les emplois nécessaires pour résorber durablement la précarité dans les laboratoires et répondre aux besoins de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Sur la question des possibilités de passer CDI pour les collègues ayant 6 ans de CDD avec plusieurs employeurs, malgré la circulaire prise par la ministre de la fonction publique le 26 juillet dernier, aucun texte législatif n'est encore sorti pour améliorer la loi Sauvadet. Six mois de gâchés pour régler un problème simple !

Finalement beaucoup de propositions des assises sont ignorées. Dans ces conditions, la seule solution pour faire bouger ceux qui ne veulent pas tenir leurs engagements électoraux, c'est la mobilisation de tous.

Le SNTRS-CGT appelle tous les personnels de la recherche, titulaires et précaires à participer massivement à la journée d'action du 31 janvier 2013, organisée avec la FSU et Solidaires.

Villejuif, le 18 janvier 2013